

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

Nº. XCVII.

---

*Du Samedi 3 Octobre 1789.*

*Séance du Jeudi soir.*

UNE heureuse émulation se manifeste dans toutes les parties du royaume, les provinces, les villes se dépouillent de leurs privilèges pour en enrichir la patrie, une adresse de la ville d'Oloron & de vingt-deux communautés voisines adhèrent aux décrets de l'assemblée.

Au moment où l'on s'occupe de la consolidation de la dette générale, & des économies qui doivent concourir à son acquittement, il étoit naturel que l'on envisageât de grandes ressources dans l'aliénation des *domaines du roi*, & dans les recherches sur les assencemens, les engagemens & les échanges.

Les domaines territoriaux sont aussi illusoires par leurs produits que considérables par leur valeur; régis par les municipalités, comptables aux assemblées provinciales, en attendant qu'ils puissent être successivement aliénés, ils

*Tome II.*

R

peuvent contribuer à l'extinction des dettes publiques. Ce n'est plus le temps de cette vieille maxime ; que le *domaine du roi est inaliénable* ; ou plutôt cette maxime est inapplicable à la nation qui est le *souverain*. Sans doute le roi ne peut pas aliéner , à des particuliers , le domaine que la nation a assigné à la couronne ; mais quand elle donne au roi des impôts , & des impôts considérables , l'utilité qu'elle doit retirer de l'aliénation de ces domaines , devient le seul principe qui doit la gouverner. Aussi a-t-on proposé à l'assemblée de nommer un comité pour l'examen des domaines engagés.

M. de Gouy d'Arfy , a dit que le comité des finances s'étoit divisé en neuf sections ou cabinets , dont l'un étoit chargé de l'examen des pensions & des domaines.

Il faudroit un comité composé d'un membre de chaque généralité , a dit M. Goupilleau ; un autre membre demandoit l'examen des domaines affencés.

M. Armand , croyant la question des domaines susceptible de grandes discussions , proposoit l'ajournement , parce qu'elle n'étoit pas dans l'ordre du jour.

M. Lapoule demandoit que ce comité fut chargé aussi de l'examen des domaines échangés , ainsi que de la vérification des gouvernemens , commandemens , états-majors , & lieutenans de roi : on a passé à d'autres objets.

Régler la mesure & l'organisation de la force publique , l'adapter à la constitution de l'empire , est sans doute un droit qu'on n'oseroit contester à une nation qui veut & qui peut être libre ; mais si quelque chose devoit faire hâter l'établissement d'un comité militaire ; c'est la solution de cette espèce de problème économique , par lequel un soldat peut exister avec une paie aussi modique que celle qu'il reçoit.

M. de Winphen a rappelé sa motion du 12 septembre ,



tendante à la nomination de ce comité composé de douze membres; pour s'occuper de l'armée & de la constitution, il a ajouté qu'il étoit de la compétence exclusive de la nation, de fixer l'armée, le nombre des soldats & des officiers, ainsi que de leurs traitemens; il disoit aussi qu'il appartenoit à la nation de faire des loix fondamentales, d'après lesquelles les citoyens militaires doivent être gouvernés.

L'armée n'est autre chose que la force que la nation confie au monarque pour faire exécuter les loix & pour défendre le royaume contre les ennemis de l'état; disoit M. de Casalès. L'organisation de l'armée doit appartenir d'une manière exclusive au pouvoir exécutif; car rien ne peut empêcher le roi de prendre les mesures les plus convenables pour s'acquitter de sa charge. La nation doit seulement faire connoître au roi le nombre des troupes nécessaires à sa sûreté, & la somme destinée à son entretien. »

On auroit pu répondre à M. de Casalès, qu'il est vrai que l'armée étant une fois établie, elle ne doit point dépendre immédiatement du corps législatif, mais de la puissance exécutive; mais il n'est pas moins vrai que c'est à la puissance nationale à établir l'armée & à l'organiser. Le premier principe tend à empêcher le pouvoir législatif de devenir militaire; & le second empêche le pouvoir exécutif de devenir despotique.

M. de Toulangeon disoit, que tout nécessite une constitution politique & civile; par-là, le citoyen deviendra militaire; par-là, la nation sera en sûreté au dedans & au dehors; par-là, le roi pourra faire exécuter la loi; & ne pourra faire exécuter que la loi.

« Vous ne vous êtes pas encore occupés de la partie militaire; il est donc impossible d'assigner des fonctions au comité, a observé M. l'évêque de Langres, je crains que cela

ne mène à usurper sur le pouvoir exécutif. Les précautions du corps législatif sont prises par le décret qui ordonne, que les troupes prêteront serment en présence des officiers municipaux ; une autre précaution relative à l'emploi des finances nécessaires à leur entretien , est établie par la comptabilité des ministres de chaque département. Il ne vous reste donc qu'à fixer le nombre des troupes & la somme nécessaire pour leur entretien ; & à cet égard un comité me paroît assez inutile ; celui des finances suffit. »

M. le vicomte de Mirabeau appuyoit cette opinion , en disant qu'il étoit bien à craindre qu'en voulant que les troupes deviennent citoyennes , on ne leur fasse perdre l'esprit qui leur est propre : l'art de bien gouverner est de mettre chacun à sa place , un petit trait d'histoire auroit bien réfuté M. le vicomte.

Il n'est pas de publiciste qui ne sache que , pour que celui qui exécute ne puisse pas opprimer , il faut que l'armée qu'on lui confie ait le même esprit que la nation ; personne n'ignore que Rome fut tranquille quand l'armée fut citoyenne ; ce qui dura jusqu'au temps de *Marius*.

» On vous parle beaucoup de l'art de gouverner , disoit M. Dumetz ; mais l'art que nous ne devons pas oublier c'est celui de consolider notre liberté. On vous a dit qu'il falloit marquer les bornes du pouvoir législatif & celles du pouvoir exécutif ; cela seul vous indique qu'il faut vous occuper de la *loi martiale* ; si elle n'existe pas , elle existera , ou vous ne serez pas libres. On vous dit que vous devez vous borner à fixer la somme destinée à l'armée ; mais il faut veiller plus particulièrement encore à son organisation. Quel est donc le principal objet d'une armée chez une nation , n'est-ce pas d'assurer au-dedans l'exécution de la loi & au-dehors la sûreté de l'empire ? ainsi la nation



des précautions à prendre pour que l'armée ne puisse jamais être employée à renverser la loi.

M. d'Ambly pensoit, qu'il ne falloit pas laisser oisif ce nouveau comité, & il disoit, qu'il falloit prier le ministre de la guerre de lui communiquer ses plans.

M. de Custine annonçoit, que le ministre de ce département avoit un plan à communiquer à l'assemblée, & qu'il attendoit avec impatience qu'il y eût un comité établi pour cette partie.

Au moins, disoit un membre du clergé, il faudroit qu'on ne pût nommer pour ce comité que des personnes âgées de plus de 40 années. Comme si le grand Condé, qui gaignoit des batailles à 20 ans, auroit été indigne d'être de ce comité militaire ! comme si le héros citoyen, qui a combattu si jeune pour la liberté de l'Amérique, & qui est membre de l'assemblée nationale, ne pourroit pas être élu commissaire ! comme si, enfin, tout homme à qui la nation permet de s'asseoir parmi ses législateurs, n'étoit pas aussi propre à se placer parmi les commissaires d'une branche de législation ! C'est ce que M. Bureau de Puzos a fait sentir avec beaucoup de force.

Combien de militaires, qui, quoique d'un âge avancé, n'ont vu dans les camps que des tentes, des canons & des soldats, tandis que de jeunes militaires ont pénétré dans les secrets de l'art de la guerre, & réfléchi sur ses rapports avec les loix politiques & civiles !

M. le comte de Montmorenci, dont l'âge & les talens font exception à toutes les règles, combattoit seul la motion de ce prélat ; il se contentoit de répondre à ceux qui regardoient ce comité comme inutile, que s'il pouvoit exister un ordre militaire, tel que les troupes fussent moins nombreuses, mais plus heureuses, moins chères, mais plus utiles, il lui sembleroit difficile de sou-

tenir qu'un pareil intérêt peut être étranger à l'assemblée nationale.

Le comité militaire a été en effet adopté , & sa nomination renvoyée au lendemain au soir dans les bureaux.

*Séance d'hier.*

M. le comte de la Blache a lu la rédaction du projet de décret sur la taxe patriotique, tel qu'il avoit été rédigé par le comité des finances, & qui n'étoit exactement que le plan de M. Necker.

M. la Chaise a observé qu'il avoit été convenu que l'on retrancheroit de la déclaration ces mots, *avec vérité*; que la formule étoit immorale & équivaloit à un serment dont il ne devoit pas être question; que la recette du montant de la taxe seroit faite sans frais; & que la disposition concernant les bijoux & l'argent comptant, ne pouvant jamais être accueillie, il étoit de la dignité de l'assemblée de la supprimer.

Une remarque essentielle a été faite par M. Target; il est nécessaire, disoit-il, d'imprimer dans le décret, que des commissaires nommés par l'assemblée nationale surveilleront la rentrée & l'emploi des avances que le roi se procurera sur le gage de la contribution patriotique. Cette surveillance est encore plus nécessaire pour l'emploi que pour la perception.

M. Fréteau, d'après des vues importantes, qui n'étoient pas à négliger, a demandé que le projet de rédaction fût imprimé & remis sur le champ dans les bureaux, pour être discuté aujourd'hui. M. Chapelier pensoit qu'il étoit dangereux de faire imprimer de simples projets, que le peuple pouvoit prendre pour des arrêtés.



M. Péthion de villeneuve proposoit des corrections à faire au préambule. M. Robert-Pierre ne trouvoit aucun inconvénient dans l'impression de ce projet de décret.

En effet, il est connu dans ce moment, de la France & de l'Europe entière, que l'assemblée nationale a adopté de confiance le plan de M. le directeur-général des finances. Quel danger pouvoit-il donc y avoir à imprimer un projet rédigé d'après les discours & les plans de ce ministre, qui sont déjà publiés ? Il est d'ailleurs une vue supérieure à toutes les autres, c'est qu'il importe à la sûreté nationale que la déclaration des droits & les bases de la constitution, déjà délibérés, soient acceptés par le monarque & publiés sans délai, avant de consentir définitivement la taxe extraordinaire & patriotique. Tel est au surplus le vœu bien connu de presque tous les cahiers.

Aussi M. Desmeuniers, l'un des secrétaires, a lu la rédaction entière de la déclaration des droits & des articles de la constitution déjà arrêtés ; & l'assemblée a décidé que la délibération, sur le décret de la taxe patriotique, seroit renvoyé à aujourd'hui ; que le projet seroit imprimé hier, & remis dans les bureaux ; & que dans l'instant M. le président se retireroit devers le roi pour présenter à l'acceptation, la déclaration des droits & les articles constitutionnels.

M. de Mirabeau a lu ensuite l'adresse aux commettans, & il a prouvé que l'assemblée ne pouvoit la confier en de meilleures mains. Nous regrettons de ne pouvoir en rapporter même des fragmens, en attendant que l'impression de cette pièce éloquente justifie les applaudissemens réitérés qu'elle a excités. Mais la lecture rapide qu'il en a faite ne pouvant permettre de n'en saisir que quelques traits épars, & M. de Mirabeau ayant annoncé qu'elle pouvoit être encore perfectionnée, nous croyons devoir ne pas la

Donner par extrait. Le chef-d'œuvre du génie, comme ceux des arts, ne doivent pas être mutilés quand on les présente à l'administration publique.....

M. d'Allargues a lu un mémoire très-approfondi, dans lequel il a développé un nouveau plan de finances; » Personne ne rend plus de justice que moi, a-t-il dit, aux vues de M. Necker; mais je vois, & je le dis avec peine, je vois, dis-je, tous ses efforts se borner à rétablir la balance entre la recette & la dépense sur les bases du régime actuel d'impositions; c'est cependant, messieurs, ce régime vicieux & réprouvé qu'il s'agit de réformer, puisqu'il est certain que c'est à ce régime, à la mauvaise organisation de l'impôt, à l'injustice des perceptions, au système désastreux des emprunts, que nous devons l'existence du déficit & la pénurie des finances. Tous les palliatifs rétrécis qui seroient employés, les opérations partielles dont on voudroit s'étayer, seroient plus qu'insuffisants pour arrêter le mal; ils en perpétueroient la cause.

» J'ai beaucoup médité, Messieurs, l'ouvrage du ministre sur l'administration des finances; il m'a convaincu du vice radical de la majeure partie des impositions, de la nécessité de les remplacer; j'y ai reconnu les tristes & funestes effets de la gabelle que vous avez prosignée, des droits intérieurs & de circulation dont l'existence est destructive du commerce & de l'industrie; des droits d'aides & autres, dépendans de la régie générale, qui excitent une indignation universelle, & je serois étonné que le ministre ne vous eût pas entretenus des moyens de remplacer tous ces impôts, si je ne présumois qu'il les médite, & qu'il projette les soumettre bientôt à vos lumières & à votre décision.



» Mais je vous observerai, Messieurs, que, si, vous ne vous occupiez que de décrets qui ont pour but d'augmenter la somme d'impositions qui ne doivent subsister que pendant quelques mois, vous répandriez l'alarme dans les provinces, vous feriez craindre la continuité d'un régime vexatoire dont on espère, dont on sollicite l'abolition; qu'il est conséquemment indispensable de sacrifier quelques-uns de vos momens à l'examen du plan de régénération totale des finances, & qu'il suffiroit de vous borner aux moyens d'assurer le service, jusqu'à ce qu'il fût en activité ».

M. Dallargues a présenté ensuite un plan général d'impositions; les moyens de rétablir la balance entre la recette & la dépense; ceux d'avoir une caisse d'amortissement, qui nous assure l'extinction de la dette dans un temps donné; de subvenir aux besoins pressans, mais momentanés du trésor royal, & il a fait la motion suivante :

1°. « Que, vu la nécessité de déterminer promptement le mode d'impositions qui doit remplacer les perceptions du régime arbitraire & fiscal, & de régler les bases qui dirigeront les opérations des assemblées provinciales, de districts & de municipalités, pour la répartition des impôts, il soit nommé, sans délai, un comité de douze ou six personnes prises dans le sein de l'assemblée, qui sera aggrégé au comité des finances à celui de commerce & d'agriculture, & à celui de judicature, afin de concerter avec ces trois comités l'ensemble & le rapport de toutes les parties du nouveau régime.

2°. » Que ce comité se consulte avec celui des finances pour la balance entre la recette & la dépense, & que cette balance soit telle, qu'il subsiste un excédent de recette suffisant pour former le fond d'une caisse d'amortissement, qu'il s'unisse au comité de commerce & d'agriculture, afin

que les modes d'imposition & les perceptions d'impôts indirects qui pourront être conservées, soient tellement combinés, que l'arbitraire & les vexations ne troublent point le commerce & l'industrie, & que les perceptions n'aient rien de contraire à la prospérité de l'agriculture; qu'il se concilie avec le comité de judicature, afin que les réglemens relatifs à la perception de l'impôt, soient combinés de manière à faciliter les recouvrements, sans assujettir les redevables & le commerce à des formalités inutiles & fatigantes, afin que les intérêts des charges, jusqu'à l'époque de leur remboursement, soient garantis sur un fond inaltérable.

3°. » Que, vu la nécessité de mettre un terme à la déperdition du numéraire, par suite d'une balance de commerce peu favorable, insuffisante pour subvenir aux intérêts des créances dues à l'étranger, le nouveau régime des traites soit incantinent, & sans délai, mis en activité, ce moyen étant le seul & le plus certain d'atténuer les effets du traité de commerce avec l'Angleterre; & que, pour faciliter ces diverses opérations & la très-prochaine promulgation du nouveau tarif sur les relations de la France avec l'étranger, M. de Cormiré soit appelé au comité, dont je demande la formation, & qu'il remette les travaux dont il est chargé depuis quinze ans, & tous les renseignemens propres à faciliter les opérations de ce comité.

4°. » Que ce comité, conjointement avec celui des finances, examine promptement le nouveau mode d'impositions pour les droits de contrôle, de timbre & d'insinuation; j'aurai l'honneur de lui remettre tous les tarifs. Cet ouvrage très-considérable est fait sur les principes de l'équité est de la justice la plus exacte, & ne laisse aucune prise à l'arbitraire de la fiscalité.

5°. » Que, vu la nécessité de limiter la recette du trésor-royal à la somme correspondante aux dépenses que



vous arrêterez pour le service des différens départemens ; le comité s'occupe incontinent de l'organisation de la caisse nationale ; que jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les fonctions de cette caisse, il soit sursis à l'examen de toutes propositions tendantes à la conversion de la caisse d'es-compte en banque nationale , afin que vous puissiez déterminer si la caisse nationale ne remplira pas tous les objets de confiance qui seroient attribués à une banque nationale.

6°. Que ce comité pour l'examen du nouveau régime d'impositions , soit aussi chargé d'examiner les moyens qui pourront faciliter l'extinction des rentes viagères par la voies de reconstitutions , & qu'à cet effet il soit autorisé à appeller toutes les personnes qui pourront lui donner des lumieres & particulièrement celui qui s'est occupé des moyens de la reconstitution par la voie des annuités , & dont l'ouvrage déjà approuvé par une commission nommée à cet effet, mérite toute l'attention de l'assemblée.

7°. « Que dans le cas où vous estimeriez convenable , la raison de la pénurie du numéraire , d'augmenter la masse de celui qui existe dans la circulation , le même comité , réuni à celui des finances , soit chargé d'examiner le plan de création de papier-monnoie que j'aurai l'honneur de vous présenter ; plan qui offre les bases les plus solides pour assurer la confiance & la circulation de cet accroissement de numéraire , & détermineroit même le public à le préférer aux espèces d'or & d'argent.

8°. « Que l'assemblée s'occupe , sans retard & par préférence à tous autres objets , de l'organisation prochaine des assemblées provinciales & des municipalités , afin que le nouveau régime d'impositions qui remplacera les perceptions actuelles , soit en pleine activité pour le mois d'avril prochain , ou , au plus tard , au premier juillet 1790.

9°. Enfin , que les dons patriotiques , le produit de la fonte de l'argenterie & autres recettes extraordinaires qui seront suggérées aux citoyens , soient versés dans la caisse nationale , aussi-tôt que l'assemblée en aura décrété l'établissement.

On a désiré l'impression du plan de M. d'Allargues , & la remise dans les bureaux & dans le comité des finances.

### A V I S.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal . N°. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.